

DÉCLARATION LIMINAIRE SGEN-CFDT ALSACE

Monsieur l'Inspecteur d'académie,

Que s'est-il passé entre la crise sanitaire et aujourd'hui ?

Comment sommes-nous passés d'une période où notre ministère et notre hiérarchie n'avaient pas de mots assez forts pour nous remercier et nous féliciter aux annonces présidentielles et ministérielles qui remettent en cause notre travail ?

Comment sommes-nous passés d'une confiance aux équipes et aux personnels du terrain à un pilotage à rênes serrés ?

Le management par l'analyse des évaluations nationales voulu par le ministère et décliné dans nos circonscriptions en est une parfaite illustration. Ce management est mal vécu et est refusé par les collègues.

Comment une école qui est en cours d'évaluation et qui vient de passer un trimestre à réfléchir peut-elle recevoir le mail suivant : « Dans la continuité des directives du ministère de l'Éducation nationale qui met au centre l'analyse des évaluations nationales, nous avons identifié avec l'équipe de circonscription, les différents besoins des écoles. »

Les besoins de leurs écoles, les équipes les connaissent et essaient d'y répondre avec les moyens qu'elles ont et par un engagement quotidien. Les équipes connaissent leurs besoins en formation. Elles les formulent mais quelle est la marge de manœuvre de la circonscription, du département à ce niveau ?

Les équipes dans les écoles ont besoin d'être accompagnées, pas d'être contrôlées. C'est le sens de la loi Rilhac dont nous attendons toujours la pleine application.

Les équipes de circonscription ont besoin d'avoir la main sur les plans de formation pour répondre aux besoins qui émaneront des évaluations d'école et de temps pour accompagner les collègues (particulièrement les nouveaux collègues).

Le Sgen-CFDT Alsace vous l'avait dit lors d'un CTSD en 2021, nous avons su gérer nos établissements scolaires pendant la crise, nous saurons le faire en temps normal.

Le choc des savoirs annoncé par Gabriel Attal et Emmanuel Macron est venu heurter l'ensemble des personnels épuisés par l'empilement des mesures qui ne font pas sens et qui seront inapplicables. Pire les mesures annoncées viennent fracasser les ingénieries pédagogiques et jeter à la poubelle des années d'efforts pour créer du commun, des cohésions fortes dans nos équipes et nos communautés scolaires.

En fait, ces mesures vont encore dégrader les conditions de travail des personnels et augmenter leur charge de travail, car c'est aux personnels qu'il reviendra de

mettre en œuvre des mesures mal ficelées, mal pensées, incohérentes, sans les moyens nécessaires et contraires aux valeurs que nous portons.

Gabriel Attal dit assumer des mesures « nécessaires ».

Pour le Sgen-CFDT Alsace, la politique éducative de notre pays ne peut être le fait de trois ou quatre personnes. Nous réaffirmons encore une fois que l'éducation est un domaine qui doit être partagé avec toutes ses parties prenantes. Réformer le système éducatif sans prendre en compte ni l'analyse des experts, ni celles des personnels est une démarche vouée à l'échec.

Réformer le système éducatif en diminuant les moyens dans le premier degré et en ne donnant clairement pas les moyens d'appliquer les mesures annoncées dans le second est voué à l'échec. Le Sgen-CFDT Alsace interviendra donc lors de CSA-SD du Haut-Rhin pour demander les moyens indispensables à la réussite des élèves.

Colmar, le jeudi 15 février 2024